

Croissance à la matraque (Le Monde)

Edition du 24 juin 2012 - Le premier jet de gaz lacrymogène lancé par le gouvernement socialiste aura donc visé des paysans et des écologistes : jeudi 21 juin, les gendarmes ont tiré à Notre-Dame-des-Landes (Loire-Atlantique) des grenades sur des opposants au projet d'aéroport. Mercredi 20 juin, d'ailleurs, les forces de l'ordre avaient évacué à Chefresne (Manche) un local pourtant loué par le maire à des opposants au projet de ligne électrique du réacteur EPR en construction à Flamanville. Jeudi, on apprenait que l'exploration de pétrole au large de la Guyane serait autorisée, alors que la ministre de l'écologie, Nicole Bricq, avait souhaité la mise à plat du dossier. Ex-ministre, au demeurant, puisque Mme Bricq a été délogée le même jour par surprise lors du remaniement, le ministère de l'écologie étant confié à une jeune femme, Delphine Batho, talentueuse mais aussi ignorante des dossiers de l'écologie - à l'exception de celui des OGM - que démunie d'expérience ministérielle.

Voilà donc des débuts fracassants pour la politique écologique du premier ministre, M. Ayrault. La couleur est annoncée - notamment pour le débat à venir sur l'énergie : les intérêts des grandes entreprises sont prioritaires. Et l'objectif qui détermine tout, comme l'explique une parlementaire PS écologiste (cela existe), *" c'est de faire des points de croissance "*. Du béton pour les aéroports et pour les centrales nucléaires, c'est de la croissance, donc, vive le béton.

Les dirigeants français, hélas, ne font que refléter la pensée des classes dominantes de tous les pays, qui s'est exprimée à Rio. Contrairement à ce que l'on pense, il s'est passé quelque chose au Sommet de Rio : la victoire de l'idéologie croissanciste sur l'approche écologiste. Ce triomphe est inscrit dans la déclaration finale, adoptée vendredi 22 juin, où le mot qui revient le plus fréquemment est *" croissance "* (vingt-quatre occurrences). Le seul engagement pris dans l'introduction, intitulée " Notre vision commune ", est celui-ci : *" Nous nous engageons à travailler ensemble en faveur d'une croissance économique durable. "*

Ni le changement climatique ni la biodiversité ne sont cités dans cette introduction. Plus loin seulement, on lit : *" Nous reconnaissons que les changements climatiques sont à l'origine d'une crise transversale et persistante. "* Le nouveau développement durable ? Croissance *über alles*. Vous n'êtes pas d'accord ?
Matraque et gaz lacrymogènes. **par Hervé Kempf** kempf@lemonde.fr

RIO + 20

La gouvernance mondiale de l'environnement reste en cale sèche à Rio (Le Monde)

Edition du 24 juin 2012 - Le juriste français Michel Prieur déplore l'incapacité des Etats à bâtir un cadre commun fondé sur le droit - Rio de Janeiro Envoyé spécial

Rassemblés à Rio de Janeiro pour participer à trois journées de rencontres consacrées à leur discipline, les juristes de l'environnement ont rendu publique une déclaration très critique envers les conclusions de la Conférence des Nations unies sur le développement durable, qui s'est achevée vendredi 22 juin. Ils y déplorent *" le manque d'ambition et d'engagements concrets de Rio + 20, imputable à un petit nombre d'Etats influencés particulièrement par des acteurs économiques et financiers qui devront rendre des comptes aux générations présentes et futures pour n'avoir pas pris en 2012 la mesure de la gravité de l'état de l'environnement mondial et de l'urgence à agir "*. Ils regrettent notamment que la déclaration finale de Rio + 20 fasse l'impasse sur la question des déplacés environnementaux et réfugiés climatiques. *" C'est lamentable, car il s'agit de la plus grande catastrophe humanitaire actuelle et à venir, estime Michel Prieur, président du Centre international de droit comparé de l'environnement (CIDCE), coorganisateur de ces rencontres. Ces réfugiés ne bénéficient d'aucun statut international ni d'aucune protection juridique. "*

Le professeur de droit émérite de l'université de Limoges relativise les deux points présentés comme les principales avancées de la conférence onusienne. Malgré l'accord sur un " *renforcement* " du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) et le statut d'organisation universelle qui est désormais conféré à celui-ci, il estime que Rio + 20 a été " *un gros échec* " en matière de gouvernance du développement durable.

Le projet d'organisation mondiale de l'environnement, soutenu par l'Union européenne et l'Afrique, a été renvoyé aux calendes grecques. " *Et rien n'a été décidé sur la façon dont le PNUE doit être renforcé, constate ce militant du droit de l'environnement. La plupart des décisions ont été renvoyées à l'Assemblée générale des Nations unies.* "

Michel Prieur regrette également que la définition du contenu des Objectifs du développement durable, qui devraient prendre le relais des Objectifs du millénaire pour le développement quand ceux-ci arriveront à échéance, en 2015, soit repoussée à plus tard. Le juriste reconnaît cependant qu'un calendrier assez précis du processus d'élaboration de ces objectifs, dont le principe a été acté à Rio, a été fixé. Un groupe de travail devra être constitué avant la fin de l'année.

Quelques points trouvent grâce aux yeux de l'universitaire. " *Les droits à l'alimentation, à l'eau potable et à l'assainissement sont affirmés de façon plus marquée, admet-il. On note aussi un progrès concernant la protection de la biodiversité en haute mer, même s'il y a eu un recul de dernière minute. Les précédentes versions du texte évoquaient une convention, alors que la version finale ne parle que d'élaborer un instrument international à l'horizon 2014.* "

Le CIDCE réclame la reconnaissance d'un droit de non-régression. Or celui-ci est implicitement reconnu dans la déclaration finale de Rio + 20. Selon ce principe, tout acquis en matière de protection de l'environnement ne peut plus être remis en cause. Quelques pays l'ont déjà inscrit dans leur Constitution. Michel Prieur reconnaît cependant que ce principe peut se heurter à celui de la souveraineté nationale, qui permet à un gouvernement de défaire ce que son prédécesseur a construit.

Le professeur de droit a été surpris par la façon dont les négociations sur le texte de la déclaration finale se sont déroulées, les négociateurs discutant des virgules comme s'il s'agissait d'un texte contraignant ayant une valeur juridique, alors que le document est constitué essentiellement de rappels et d'affirmations de principes, et ne comporte que très peu d'engagements fermes. " *C'est la démonstration d'une incapacité à avoir une réflexion globale sur l'environnement, estime-t-il. On avance beaucoup mieux dans le cadre de protocoles sectoriels, avec des sujets précis et des cadres juridiques clairs.* "

Un autre principe a fait l'objet de batailles acharnées lors de Rio + 20 : celui de la responsabilité commune mais différenciée des nations, affirmé en 1992 en matière de lutte contre le changement climatique. En d'autres termes, les pays en développement n'ont pas les mêmes obligations que les pays riches, la responsabilité de ceux-ci étant davantage engagée. Les pays du Nord ont tenté d'enlever toute référence à ce principe dans la déclaration finale. La Chine, notamment, s'y est fermement opposée. Elle a obtenu gain de cause. **Gilles van Kote**

Des engagements évalués à 408 milliards d'euros

Quel étrange contraste entre la litanie des discours teintés d'autosatisfaction délivrés par les dirigeants du monde entier qui ont défilé trois jours durant à la tribune de Rio + 20 et la virulence des critiques adressées par la société civile, qui dénonce majoritairement la faiblesse de la déclaration finale, même si certains y ont trouvé quelques avancées. " *C'est un texte honorable, pas un texte maudit, et il sera réhabilité dans quelques années, plaide un négociateur européen tenu à l'anonymat. Ce n'est pas un programme d'action, mais un programme de travail. Le pire aurait été de ne pas avoir d'accord du tout, et cela aurait pu arriver.* " Le texte a été adopté par les négociateurs dès le 19 juin, avant même le début de la conférence. Aucune retouche n'y a été apportée par les dirigeants. Au dernier jour du sommet, les Nations unies ont annoncé que les engagements en faveur du développement durable pris par les gouvernements et les entreprises présents à Rio + 20 s'élevaient à 513 milliards de dollars (408 milliards d'euros).

Rio+20 : le rideau vient de tomber sur une très mauvaise pièce (Médiapart)

23 juin 2012 | Par [Claude-Marie Vadrot](#)

Rio de Janeiro, de notre envoyé spécial

Quelques heures après la clôture du sommet de la Terre, il faut rendre hommage aux chefs des délégations qui ont pris la parole jeudi et vendredi en séance plénière dans une parfaite indifférence, tandis que le public officiel clairsemé vaquait à ses occupations sans les écouter, téléphonant ou engloutissant des cafés et de (mauvais) sandwiches. La médaille du courage doit être décernée aux orateurs qui s'exprimaient encore dans la séance nocturne de jeudi devant quelques délégués présents pour une seule et unique raison : ils devaient encore attendre pour délivrer leur message national. Le tout ponctué par le « délégué inconnu » qui s'est exprimé en dernier vers minuit devant les seuls membres de sa délégation accablés d'ennui et de fatigue d'avoir fait un si long voyage inutile depuis leur île-Etat.

Cette litanie de déclarations inutiles qui ne pouvaient plus changer le fade contenu de la déclaration finale de 60 pages, adoptée sans enthousiasme après avoir été « fermée » depuis plusieurs jours à tout amendement par le gouvernement brésilien, résume parfaitement la tonalité d'une conférence qui n'a rien résolu des malheurs écologiques de la planète parce qu'il ne fallait braquer personne. Vendredi soir, de nombreux délégués avouaient leurs déceptions et leurs frustrations en traînant leurs valises à roulettes dans les couloirs du Rio Centro. En oubliant que beaucoup d'entre eux sont responsables, à des degrés divers et au nom de leurs pays, de cet échec.

Certes, l'économie verte a été remise in extremis à sa juste place, certes le Programme des Nations unies pour l'environnement sera renforcé (un jour...) ; et évidemment, l'écrire ne coûte rien, le rapport final affirmant vouloir lutter contre la pauvreté, pour l'eau et l'assainissement accessible à tout le monde ; bien sûr, la question sociale est évoquée et les objectifs de développement durable ont été précisés et... confiés à un groupe de travail. Mais le bilan des avancées ou des reculs par rapport à la première conférence de Rio de 1992 n'a pas été fait, parce qu'il pouvait fâcher.

Notamment sur la question de la biodiversité, passée à la trappe. Et les « financements innovants », donc les moyens financiers pour aider au développement et à la défense de l'environnement, sont remis à plus tard, à une autre conférence peut-être. La montagne onusienne a accouché d'une souris qui n'est même pas verte ; aboutissant à ce que la députée européenne des Verts, Sandrine Bélier, a appelé un « *sommet de la déception* ». Un sommet pendant lequel les négociateurs, évidemment mandatés pour un service minimum, se sont payés de mots comme, par exemple, dans le paragraphe dix du document final qui mérite le détour tant il exprime et symbolise la vacuité du texte adopté.

« Nous reconnaissons que la démocratie, la bonne gouvernance et l'Etat de droit, au niveau national et au niveau international, ainsi qu'un environnement favorable, sont des conditions sine qua non du développement durable, notamment d'une croissance économique durable et profitant à tous, du développement social, de la protection de l'environnement et de l'élimination de la faim et de la pauvreté. Nous réaffirmons que pour atteindre nos objectifs en matière de développement durable, nous devons nous donner, à tous les échelons, des institutions efficaces, transparentes, responsables et démocratiques. »

Le « développement durable », un « mot miraculeux »

L'expression « développement durable » le mot-valise dont les délégués et diplomates usent et abusent, repris tel quel par les négociateurs, masque un triste déni de la réalité. Même si tous peinent malgré tout à en expliquer le sens et la portée. Cela n'empêche pas ce « mot miraculeux » de ponctuer la déclaration adoptée de façon incantatoire, comme un refrain que l'on reprend machinalement. Il apparaît à peu près une dizaine de fois par page, accommodé à tous les sens et situations possibles ou imaginables.

Une sorte de gimmick diplomatique masquant plus ou moins habilement les mots nature, pollution, biodiversité ou ressources naturelles. Car si la question climatique est rapidement abordée, elle l'est aussi

sous le déguisement du développement durable et les négociateurs, dont le travail aurait pu aboutir à faire l'économie du déplacement d'une cinquantaine de milliers de personnes, n'ont même pas réussi à donner un statut aux réfugiés climatiques qui, dans le fond, n'existent toujours pas pour la communauté internationale.

Il faut être aveugle, sourd ou définitivement persuadé que les égoïsmes nationaux doivent triompher pour trouver un quelconque intérêt au texte adopté dans la résignation par de nombreux pays et la jubilation pour certaines autres nations, comme les Etats-Unis, le Canada, la Chine ou la Russie. Ces pays, en instrumentalisant les pays les plus pauvres, ont finalement obtenu que les questions environnementales, du climat à la préservation de la biodiversité au sens le plus large du terme, passent à la trappe. Ce qui ne peut que conforter les opinions publiques et le monde industriel dans la croyance rassurante qu'il n'y a pas vraiment péril et que le sauvetage collectif de la planète peut attendre.

Le sommet de Rio marque une victoire de la diplomatie prudente et éloignée des réalités humaines et écologistes sur les environnementalistes. Ce n'est pas un échec puisque les nations occidentales, avec la complicité active du Brésil, n'ont jamais essayé, ni probablement jamais eu l'intention, de réussir la quatrième conférence mondiale sur l'environnement organisée depuis le début des années 1970.

Rio+20 : «les leaders politiques ont choisi de ne pas avancer» (Libération)

22 juin 2012 à 19:52



Marina Silva en octobre 2010. (Photo Nacho Doce. Reuters)

Interview Marina Silva, ex ministre de l'Environnement du Brésil, pointe le manque d'ambition du Sommet qui vient de se clore.

Par **ELIANE PATRIARCA**

Vingt ans après le Sommet de la Terre qui avait imposé l'environnement sur l'agenda mondial, le sommet Rio+20 doit s'engager à promouvoir une «*économie verte*» épargnant les ressources naturelles de la planète et éradiquant la pauvreté. Mais l'absence d'objectifs contraignants et de financement donne lieu à de nombreuses critiques. Marina Silva, ex ministre de l'Environnement du Brésil, pointe son manque d'ambition.

Quel bilan tirez-vous de ce sommet ?

A Rio + 20, les leaders politiques ont choisi de ne pas avancer. Ils donnent la priorité à la crise économique et repoussent tout ce qui a trait à la protection de l'environnement. Il n'est pas question de nier la réalité mais nous avons besoin de résoudre toutes les crises auxquelles est confrontée la planète: sociale - trop de gens vivent avec moins de 2 dollars par jours, financière - les caisses sont vides - et écologique : contamination des eaux, pollution de l'air, réchauffement climatique, perte de la biodiversité alors que 50% du PIB des pays dépend de la biodiversité. Il faut inventer un modèle de développement capable de protéger toutes les formes de vie, les biens immatériels aussi, la beauté des paysages. On n'a plus temps pour une transition lente.

Quelle est la solution ?

Je soutiens l'idée d'un organisme mondial pour l'environnement sur le modèle de l'Organisation mondiale du Commerce afin de donner plus de poids et de financements à la gouvernance internationale dans ce domaine. Il faut que les pays développés aident financièrement les pays en voie de développement pour que ceux-ci puissent se développer sans détruire leurs ressources naturelles. Mais les pays émergents, comme la Chine, le Brésil ou l'Inde, ne doivent pas non plus fuir leurs responsabilités.

Quelles sont les chances de réussite ?

Je ne suis ni optimiste ni pessimiste mais je crois qu'il faut être persévérant. C'est la persévérance qui nous permettra de construire un nouveau modèle économique et environnemental. Au Brésil, on est en régression. Ces dernières années, nous avons progressé dans trois domaines très importants: la réduction de la pauvreté, la diminution de la déforestation et la croissance économique. Malheureusement, le gouvernement vient de modifier le code forestier, celui-là même qui nous avait permis de limiter le déboisement. Et il est probable qu'à partir de 2013, on observe à nouveau une progression de la déforestation, particulièrement en Amazonie. Pourtant, le Brésil n'a pas besoin de détruire la forêt pour être une grande puissance agricole !

Editorial

Rio + 20 : le Brésil gagnant, la planète perdante (Le Monde)

Edition du 22 juin 2012 - Au moment où elle s'achève à Rio de Janeiro, le bilan de la conférence des Nations unies sur le développement durable peut se résumer de manière simple : il y a un gagnant, le Brésil, et une perdante, la planète. Rude constat, vingt ans après l'emblématique Sommet de la Terre, qui, dans la même ville, avait posé les bases d'une politique de développement soucieuse de la préservation des ressources du globe.

Le pays hôte, le Brésil, a " réussi son coup ", si l'on ose dire. Son objectif était de parvenir à un accord. Il l'a obtenu. Au prix d'une certaine brutalité, inhabituelle dans ce type de processus, il a débloqué en trois jours une négociation qui piétinait depuis six mois. Mais cela s'est fait par le bas, en supprimant purement et simplement tous les passages du projet de déclaration finale qui suscitaient des oppositions. Et en ne conservant que les pétitions de principe générales et consensuelles. Dès lors que personne ne s'attendait à un miracle, ce manque d'ambition n'est pas une surprise.

Mais la " *profonde déception* ", voire la " *colère* ", du Réseau Action Climat, qui regroupe quelque 600 ONG écologistes dans le monde, est compréhensible. Car, trois ans après l'échec retentissant du sommet de Copenhague sur le climat, c'est bien la planète qui est perdante dans cet accord à minima. Et pour les mêmes raisons.

Pour avancer, en effet, les négociations climatiques multilatérales ont besoin de deux moteurs : un groupe de pays leaders et des financements qui témoignent de leur détermination. Les deux font aujourd'hui défaut.

Il n'y avait pas grand-chose à attendre des Etats-Unis, qui n'ont jamais été en pointe sur ces questions et qui sont plus préoccupés par leur élection présidentielle que par l'économie verte et la crise écologique. Pas plus du Canada, qui partage cette attitude très conservatrice. Pas davantage de la Chine et de l'Inde, qui ont été d'une remarquable discrétion.

Quant aux pays du Sud, regroupés au sein du " G77 ", ils ont bien tenté un coup de force, à la veille de la conférence, en exigeant des pays riches qu'ils s'engagent à mettre sur la table 30 milliards de dollars par an jusqu'en 2017 et 100 milliards au-delà pour financer de nouveaux programmes. Ce fut peine perdue : les nations sollicitées ont fait la sourde oreille.

L'Europe, en particulier, semble avoir abandonné toute velléité de leadership en la matière. Engluée dans la crise de la zone euro, tétanisée par sa croissance en berne, sans ressort financier, elle s'est retrouvée isolée dans les négociations. Privée de son pouvoir d'influence, elle s'est montrée incapable de tirer vers le haut un texte final qui rabâche constats et engagements déjà anciens et ne formule pratiquement aucune proposition concrète nouvelle.

Le bilan est donc cruel : les lourds enjeux de la crise écologique sont esquivés. Et les chefs d'Etat pourront d'autant mieux se laisser aller à un lâche soulagement que l'agenda international ne prévoit plus aucun rendez-vous en la matière. Ils ne sont donc pas près d'être à nouveau interpellés sur leur inaction.

La " frustration totale " de la société civile au Sommet de la Terre

Pour les représentants des peuples et les ONG, le bilan de la réunion onusienne, sans engagements ni financements, est désastreux - Rio de Janeiro Envoyés spéciaux

L'amertume a pris le pas sur la colère. A quelques heures de la clôture de la conférence des Nations unies sur le développement durable, les principales organisations non gouvernementales (ONG) ont fait part, jeudi 21 juin, de leur désarroi face à la faiblesse du texte de l'accord onusien.

Sous un ciel gris de circonstance et dans une atmosphère parfois pesante, les organisateurs du Sommet des peuples, qui regroupe des membres de la société civile dans le centre de Rio de Janeiro, n'ont eu de cesse de critiquer, au cours de leurs réunions plénières, un document jugé flou et peu ambitieux, ne mentionnant ni calendrier ni objectifs chiffrés. Surtout, ils reprochent aux responsables politiques de ne pas avoir su faire émerger une approche globale des questions environnementales, laissant à chaque pays le soin de légiférer à sa guise.

" La frustration est totale, affirme Pablo Solon, directeur de Focus on the Global South, une des voix les plus écoutées du Sommet des peuples. Nous sommes entrés de plain-pied dans l'ère du multilatéralisme, mais l'humanité court à sa perte si nous continuons à penser comme des diplomates. " De nombreuses voix se sont également élevées contre l'incapacité de la société civile à trouver un souffle nouveau et à définir une alternative portée de manière unitaire. *" Nous sommes trop faibles, regrette Tazio Müller, de la Fondation Rosa-Luxemburg. Nous savons depuis la conférence sur le climat de Copenhague - en 2009 - , qu'il est urgent de nous unir et d'amplifier notre force pour concentrer nos actions sur les sujets névralgiques. "*

" Discours de cinq minutes "

A une trentaine de kilomètres de là, au centre de conférences de Riocentro, où se déroule le sommet officiel, des représentants de la société civile ont symboliquement déchiré le texte de la déclaration finale qui devait être officiellement adoptée vendredi 22 juin. D'autres ont choisi de rendre leurs accréditations et de quitter Rio + 20 sans plus attendre.

Le fait que les chefs d'Etat et de gouvernement présents à Rio se soient contentés de défiler à la tribune sans retoucher un accord trouvé par les négociateurs dès mardi 19, avant même l'ouverture du sommet, est très critiqué par la société civile. L'ancienne ministre brésilienne de l'environnement Marina Silva, comme les présidents de Greenpeace et de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), ont déclaré, d'une même voix, leur déception et leur rejet de ce texte.

" Le monde que nous voulons peut très bien se passer de dirigeants qui ont démontré leur manque de courage et n'ont voulu prendre aucun risque, qui sont venus ici faire un discours de cinq minutes et participer à une séance photo ", lance Sharon Burrow, secrétaire générale de la Confédération internationale des syndicats (CSI).

" Le résultat n'est pas loin d'être désastreux, estime pour sa part Daniel Mittler, directeur politique de Greenpeace. Il n'y a ni engagements ni financements. Les pays riches disent qu'ils ne peuvent pas mettre d'argent sur la table, mais ils consacrent mille milliards de dollars à subventionner les énergies fossiles. "

Une rencontre entre une délégation de trente-six représentants du Sommet du peuple et le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, était prévue vendredi matin. Un texte court résumant les travaux de la semaine et fixant *" un agenda des luttes "* devait être transmis à cette occasion au patron de l'ONU. Les médias n'ont pas été conviés à assister à cette entrevue en raison, ont indiqué les autorités onusiennes, de l'espace limité de la salle. C'est tout dire. **Nicolas Bourcier et Gilles van Kote**

Rio+20: il ne suffit pas de protéger l'environnement

Le Monde.fr | 22.06.2012 à 17h15 • Mis à jour le 22.06.2012 à 17h15

Par Antonio Patriota, ministre des relations extérieures du Brésil.

Rio+20 est une étape marquante pour l'avenir. Alors que plus de 190 pays se rassemblent à Rio, nous assistons à un événement historique. La crise globale récente a démontré que les points de vue démodés à l'égard du développement prêtent à confusion. Il est temps à présent de repenser les fondements mêmes de notre conception du développement, du bien-être et de la richesse.

Au cours des quatre dernières décennies, le monde a de plus en plus pris conscience du fait que nos ressources naturelles sont soumises à de sérieuses pressions. Une sensibilisation croissante au besoin d'assurer la durabilité a conduit toute une génération à prendre en compte les exigences du développement durable dans ses décisions de produire ou consommer. Il ne s'agit pas d'une bagatelle. Rio 92 fut un pas en avant majeur. D'importants textes légaux sur des questions clés ont été adoptés. Ces conventions ont assuré des progrès importants, que nous devons maintenir et sur lesquels nous devons nous appuyer.

Nous nous trouvons face actuellement à un défi complexe. Il ne suffit pas de protéger l'environnement. Nous devons encourager les décideurs publics et privés à intégrer des préoccupations environnementales et sociales dans leurs programmes économiques et leurs stratégies de croissance. Les responsables politiques, les experts, les hommes et femmes d'affaires, les chefs de projet, et de nombreux autres acteurs publics et privés devront trouver une nouvelle façon de penser, afin de planifier et mettre en œuvre les initiatives du développement durable.

Dorénavant, une approche tridimensionnelle du développement est essentielle, une approche associant les préoccupations sociales, économiques et environnementales. Rio+20 s'efforce de devenir un tremplin pour ce nouveau modèle de développement. Pour cette raison, l'un des principaux sujets de Rio+20 est celui de parvenir à un nouveau consensus autour de la nécessité *"d'objectifs de développement durable"*. Ils feront office de schéma directeur pour la coopération internationale sur le développement durable pour les années à venir. Les stratégies futures, aussi bien celles des gouvernements, que celles des chefs d'entreprises ou de la société civile, doivent offrir une approche intégrée et équilibrée qui englobe les trois piliers du développement durable.

Afin d'atteindre cet objectif, le Brésil a décidé d'adopter de nouvelles méthodes. Des outils innovants pour les réunions multilatérales ont été présentés, qui rassemblent la société civile mondiale et les gouvernements nationaux. Les Dialogues pour le développement durable, une initiative brésilienne qui a été accueillie avec enthousiasme par les Nations unies, ont mis en place des moyens de communication directs entre les groupes intéressés et la société civile sur des aspects clés de la prise de décision. Par le biais d'une plateforme en ligne, plus d'un million de voix ont été émises, exprimant les points de vue sur 10 questions liées à la conférence. Les thèmes abordés allaient de l'énergie à l'eau, en passant par les villes durables et la sécurité alimentaire. Pendant 4 jours de réunion à Rio, les experts, hommes d'affaires, activistes et journalistes ont participé à des débats en direct et rationalisé les propositions qui seront remises aux chefs

d'Etats et de gouvernements. Le succès des "*Dialogues de Rio*" a été tel que les Nations unies envisagent de faire de cette initiative une pratique généralisée pour les sommets à venir.

Un autre objectif clé du Rio+20 est le renforcement du cadre onusien pour le développement durable, en vue d'une plus grande efficacité et cohérence sur les questions. Rio+20 a lancé un débat important sur l'économie verte dans le contexte du développement durable et de l'éradication de la pauvreté, fondé sur l'accord qu'il n'existe pas de solution universelle qui convienne à tous. Une économie verte n'a de sens pour les pays développés que si elle est accompagnée d'améliorations significatives du niveau de vie de la population, avec une attention particulière pour ses membres les plus vulnérables. Rio+20 représente une évaluation des 20 dernières années, ainsi qu'un regard sur les prochaines décennies. Nous sommes confiants que ce message trouvera écho au cours des années, favorisant de nouvelles initiatives capables de mener à un futur durable pour tous.

A Rio+20, les associations se fâchent mais ratent leur sortie (Médiapart)

22 juin 2012 | Par [Claude-Marie Vadrot](#)

Rio de Janeiro, de notre envoyé spécial

Jeudi matin, ayant convoqué la presse toutes affaires cessantes, les représentants de quelques grandes majors de l'écologie associative mondiale ont expliqué aux journalistes à quel point ils désapprouvaient les décisions de la Conférence de Rio. Celles-ci devaient être annoncées vendredi après leur adoption par consensus, aucun Etat n'ayant réussi à en changer quelques virgules. Tour à tour, les responsables d'ONG comme WWF, Greenpeace ou Oxfam ont dénoncé en termes très vifs les insuffisances et les « trahisons » des résolutions : qu'il s'agisse de l'économie verte, de la gouvernance, de la biodiversité, des océans, de la fiscalité internationale ou du traitement de la pauvreté.

C'est à qui avait, chacun dans sa spécialité, les mots les plus durs ou les plus menaçants. La salle, submergée de mauvaises nouvelles décrites ou chiffrées, retenait son souffle, les caméras tournaient et les micros se tendaient prêts à recueillir les moindres détails de l'esclandre.

Et puis, rien ou pas grand-chose. Alors que beaucoup de militants plus proches de la base le réclamaient, les ténors de la contestation n'ont pas renversé la table ni annoncé qu'ils quittaient la conférence, où leur statut leur permet de s'exprimer et de faire pression. Ils ont simplement affirmé qu'ils allaient « mobiliser » et faire pression pour que, plus tard, les bonnes décisions soient prises. Le même refrain que l'ONU : plus tard... Ce que les uns et les autres répètent à peu près tous les ans...

Ce mauvais sketch joué jeudi à Rio a une première explication. La lecture des quarante pages du document final permet de comprendre que, désormais, la société civile, c'est-à-dire les grandes associations, sera plus étroitement intégrée dans les processus de décision. Les ONG sont quasiment considérées comme des agences des Nations unies à statut particulier. Il leur est donc difficile de remettre en cause cette « intégration » dans la grande tuyauterie internationale officielle. Définitivement « *embedded* » dans la machine onusienne, ces grands mouvements veulent sauvegarder leurs petits pouvoirs naissants, sans se rendre compte qu'ils se font eux aussi l'instrument du consensus mou qui gouverne les Nations unies et leurs réunions. Donc, elles tapent sur la table, tonnent puis rentrent vite dans les rangs pour continuer à faire partie du club.

Mimétisme dangereux

La deuxième explication est tout aussi simple : les responsables internationaux de ces multinationales de la contestation sont bien souvent devenus étonnamment semblables aux hauts fonctionnaires et aux diplomates qu'ils côtoient depuis des années. Ils adoptent de plus en plus le ton, les manières, les prudences et souvent les costumes de ceux qu'ils affirment combattre. Il ne s'agit ni de malhonnêteté, ni de corruption, seulement

de mimétisme au terme de longues années de cohabitation. Des experts contre d'autres experts : jamais la ressemblance entre le pouvoir et le contre-pouvoir n'est apparue avec une telle évidence que pendant cette conférence de Rio.

Cette situation, ces dérives qui apparaissent de plus en plus insupportables aux militants ou aux adhérents, posent clairement la question de la représentativité de ces ONG qu'en France nous appelons associations. Cette représentativité est d'autant plus aléatoire que les responsables associatifs qui « négocient », la plupart du temps sans mandat mais seulement armés de leurs certitudes et de leurs prudences, travaillent avec un personnel certes très qualifié, mais qui ne rend plus vraiment de comptes à la base.

En regardant jeudi ces grands fonctionnaires associatifs, dont la sincérité est sans doute grande, s'agiter dans la toile qui les emprisonne, il était possible de comprendre que, comme les Nations unies, ce type de démarche est obsolète. Les écologistes et les environnementalistes devront rapidement en trouver une autre, plus proche des écosystèmes démocratiques et de la "vraie" vie. Sous peine de succomber sous les poids de la respectabilité, notables impuissants parmi d'autres notables impuissants...

Sommet. Rio+20 s'achève sur une série de promesses et sous les critiques (Ouest France)

Environnement samedi 23 juin 2012



Le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-Moon lors du discours de clôture de Rio+20, vendredi. Reuters

Le sommet Rio+20 s'est engagé vendredi à promouvoir une "économie verte" épargnant les ressources naturelles de la planète et éradiquant la pauvreté, pendant que les critiques fusaient sur son absence d'objectifs contraignants et de financement.

Vingt ans après le Sommet de la Terre qui avait imposé l'environnement sur l'agenda mondial, le sommet sur le développement durable, précédé par des mois de discussions et de négociations, s'est achevé à Rio de Janeiro avec l'adoption d'un compromis à minima mis au point par le Brésil, pays hôte.

Quelque 188 pays de l'ONU ont approuvé par consensus ce texte intitulé « **Le monde dont nous voulons** ». Celui-ci a été salué par le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-Moon comme étant un « **très bon document, une vision sur laquelle nous pourrions bâtir nos rêves** ».

513 milliards de dollars mobilisés

La secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton s'est elle aussi félicitée du résultat : « **nous nous sommes ligüés autour d'une déclaration finale qui marque une avancée réelle pour le développement durable** ». Pour la présidente brésilienne Dilma Rousseff, Rio+20 est un « **point de départ** ». « **L'important est que, quand on a un document écrit, personne ne peut nier ou oublier ce qui y est écrit** », a-t-elle dit.

« **Plus de 513 milliards de dollars ont été mobilisés** » par le secteur privé, les gouvernements et la société civile pour financer des projets dans l'énergie, les transports, l'économie verte, la désertification, l'eau ou les forêts, a affirmé l'ONU sans fournir de détails.

Critiques de la société civile

La tonalité était très différente au sein de la société civile, très en colère. Des milliers de militants ont clamé leur déception pendant les trois jours du sommet, dénonçant l'«**échec**» et le manque d'ambition de Rio+20.

Pour Kumi Naidoo, directeur général de Greenpeace International, « **on remet en ordre les fauteuils sur le pont du Titanic alors qu'il est en train de sombrer** ».

« **Les attentes étaient très faibles mais le résultat est encore plus maigre... Ce fut une occasion manquée** », a estimé Manish Bapna du centre de réflexion américain World Resources Institute (WRI).

Objectifs de développement durable

Hanté par l'échec de la conférence de Copenhague en 2009 qui s'était achevée sur un fiasco retentissant, pays riches et pauvres se sont accordés sur une série de promesses pour guérir les plaies de la planète. La longue liste de maux inclut la faim, la pauvreté, et aussi la désertification, l'appauvrissement des océans, la pollution et la déforestation, le risque d'extinction de milliers d'espèces...

« **Nous chefs d'Etat et de gouvernement (...) renouvelons notre engagement envers le développement durable et envers un avenir économiquement, socialement et écologiquement durables pour notre planète et pour les générations présentes et futures** », commence le projet de déclaration.

Le principal acquis est la décision de lancer des «**Objectifs du développement durable**» (ODD) sur le modèle de ceux du Millénaire adoptés en 2000 par l'ONU. Leur définition est toutefois laissée à un groupe de travail qui devra faire ses propositions en 2013, pour une mise en place à partir de 2015. Ces objectifs devront être « **en nombre limité, concis et tournés vers l'action** », selon la déclaration.

Financement en suspens

Rio+20 prône une « **économie verte** », modèle de développement moins destructeur pour la planète dont la population devrait passer de sept milliards aujourd'hui à 9,5 milliards en 2050. Mais en raison des craintes des pays pauvres, la définition des « **politiques d'économie verte** » est laissée à chaque pays et la déclaration souligne qu'elles ne doivent pas constituer « **une restriction déguisée au commerce international** ».

Le financement est resté en suspens : en temps de crise, et avec des budgets à sec, les pays riches n'ont plus les moyens de mettre la main à la poche. La proposition des pays en développement d'un fonds de 30 milliards de dollars annuels, est restée sans suite. Rio+20 encourage ainsi de nouvelles sources de financement - entreprises, partenariats... - ainsi que des « **financements innovants** », sans les détailler.

Parallèlement, un contre-sommet organisé dans le centre de Rio a réuni des milliers d'écologistes, indiens, femmes, homosexuels qui ont organisé des centaines de débats, manifestations, expositions, dans une ambiance festive et colorée. Dans une déclaration, ils ont affirmé la conviction que « **seul le peuple organisé et mobilisé peut libérer le monde du contrôle des corporations et du capital financier** ».

Quelle place pour la finance au sommet de la Terre ? (Novéthic)

[Finance](#) \ [Acteurs](#)

Publié le 22-06-2012

La contribution du secteur financier à un développement plus durable n'est pas au cœur des débats à Rio, mais certains acteurs y participent et manifestent leur engagement à travers des initiatives de nature diverse. C'est le cas d'une trentaine d'assureurs mondiaux dont le Français AXA, qui ont lancé les Principes pour l'Assurance Responsable (PSI), et du Club des Investisseurs de Long Terme, qui a publié des engagements contribuant à la transition vers une économie verte, ou des signataires de la Déclaration sur le capital naturel.

L'Initiative Finance du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (UNEP-FI), qui rassemble des acteurs financiers engagés sur les thématiques du développement durable, a porté diverses initiatives à Rio. La plus importante pour la reconnaissance du rôle que peut avoir le secteur financier est sans doute la Déclaration du capital naturel. Ce texte de trois pages, publié le 18 juin, a pour but d'inciter ses signataires à intégrer « *des considérations liées au capital naturel dans les produits et services financiers.* » Dans le capital naturel sont englobés tous les biens de la terre (sol, eau faune, flore) et les services écosystémiques qui en découlent. L'idée est de montrer que leur dégradation a un coût et que ce coût doit être intégré par les investisseurs. Il reste par ailleurs d'autant plus difficile à évaluer que beaucoup des biens concernés ne sont pas vendus. La Déclaration reconnaît le rôle que peut jouer le secteur financier en tant que moteur de la croissance économique mondiale et la responsabilité indirecte qui est la sienne à travers l'empreinte écologique des activités de ses clients ou ses propres achats. Le texte, établi après une consultation internationale, a été signé par une quarantaine d'acteurs dont trois Français liés au même groupe la Caisse des dépôts, CDC Climat et la Société Forestière.

Prévenir les risques environnementaux, sociaux et de gouvernance

Les Principes pour l'Assurance Responsable (PSI), publiés à Rio le 19 juin, sont une autre initiative portée par l'UNEP-Fi. Déjà ratifiés par une trentaine de compagnies mondiales qui ont contribué à leur élaboration, ils constituent un cadre d'engagement pour les assureurs.

« *La Responsabilité Sociale de l'Entreprise (RSE) ne doit pas être un mot creux mais une position forte* » explique Henri de Castries, le PDG du groupe AXA pour mieux souligner l'engagement de son groupe dans le lancement des PSI. Ces quatre principes tiennent en une dizaine de lignes dont chaque mot a été négocié pied à pied pendant deux ans. Ils prévoient d'intégrer dans les prises de décisions les questions environnementales, sociales et de gouvernance, de sensibiliser clients et partenaires tout en travaillant à la promotion d'une action globale sur ces sujets. Enfin les signataires doivent communiquer régulièrement et publiquement sur les actions mises en place. Si ces engagements peuvent sembler très larges, ils traduisent, selon l'assureur français, le fait que « *l'ensemble de l'industrie commence à comprendre que c'est une évolution nécessaire* ».

Concrètement il s'agit pour les compagnies signataires d'avoir non seulement des produits d'assurance « verts » mais aussi d'intégrer des critères de RSE dans leurs relations avec leurs fournisseurs, sans oublier la gestion de leurs actifs financiers. Le déploiement des PSI devraient permettre aux assureurs de mieux prévenir les risques environnementaux, sociaux et de gouvernance auxquels ils peuvent être confrontés.

Juste avant le Sommet de Rio, un autre club, celui des Investisseurs de Long terme, a publié sa propre déclaration. Ce club, qui rassemble 14 institutions financières mondiales représentant 3200 milliards de dollars, a voulu s'engager à « *soutenir les investissements massifs nécessaires à la transition vers une économie verte.* » Soucieux que les régulateurs prennent mieux en compte la notion même d'investissement de long terme, ils espéraient que la Déclaration finale de Rio intègre cette notion. Mais en vain...

Tous ces textes ont un point commun, la reconnaissance des impacts tangibles des problèmes environnementaux, sociaux et de gouvernance sur les divers types de capitaux que gèrent le secteur financier. Même si à Rio n'ont été lancés que des projets destinés à mesurer ces impacts, cette reconnaissance est déjà un pas considérable.

A Rio+20, Hollande demande une Organisation mondiale de l'environnement (Mediapart)

21 juin 2012 | Par [Claude-Marie Vadrot](#)

Rio de Janeiro, de notre envoyé spécial

Que l'on ne s'y trompe pas, Rio+20 n'est pas à tout coup l'endroit où il faut être. Le sommet est finalement boudé par de nombreux chefs d'Etat et de gouvernement, Barack Obama et Angela Merkel en tête, soit peu soucieux d'être associés à un échec, soit ayant rangé la préoccupation environnementaliste au rayon des accessoires. François Hollande a pour sa part décidé d'y faire entendre une voix différente. D'où une journée marathon, mercredi, consacrée à un entretien avec l'ancien président brésilien Lula, une conférence de presse pour les journalistes français, un déjeuner avec la présidente du Brésil Dilma Rousseff, une autre conférence de presse pour la presse étrangère, une intervention musclée dans la litanie des discours en séance plénière et une visite au Pavillon de la France... Ouf !



François Hollande et Dilma Rousseff© (Reuters)

A la question de Mediapart faisant état de la déception de nombreuses associations, celles qui manifestent dans les rues de Rio de Janeiro, de voir Rio+20 se consacrer à l'économie plutôt qu'à l'écologie et aux dangers courus par la planète, le président de la République a répondu : « *C'est vrai, il est clair que l'économie verte ne peut pas être la panacée. Il faut y ajouter la lutte contre la pauvreté et la prise en compte des dégâts environnementaux, la menace sur la biodiversité et les inégalités écologiques.* » Une réponse en phase avec ce qu'il venait de répéter au long de la journée : « *Le texte soumis aux chefs d'Etat comporte des avancées mais également de grandes insuffisances.* » Il les a listées sans relâche.

Il y a d'abord l'incapacité à créer une grande agence globale consacrée à l'environnement et au développement. François Hollande juge insuffisant le renforcement du Programme des Nations unies pour l'environnement et annonce que la France, pendant la conférence et par la suite, allait peser pour qu'une Organisation mondiale pour l'environnement voie le jour et dispose à la fois de moyens et de pouvoirs.

Ensuite, le président français a regretté le renoncement à des financements nouveaux, notamment à une taxe sur les transactions financières « *dont le produit serait en grande partie destiné à aider au développement et à l'environnement des pays émergents* ». Etait-ce pour épargner la présidente brésilienne, opposée à une telle taxe et ayant lourdement pesé sur les décisions de la conférence concernant la promotion de l'"économie verte", Hollande s'est gardé de critiquer explicitement le Brésil.

Quant aux lacunes et vides du texte de l'accord envisagé, François Hollande a estimé que des aménagements restaient possibles. On convenait dans les couloirs du Rio Centro, centre névralgique des négociations, qu'il serait particulièrement stupide et écologiquement incorrect d'avoir fait venir 140 chefs d'Etat et de gouvernement pour qu'ils s'expriment cinq minutes (c'est le temps réglementaire) sans pouvoir continuer à négocier les textes jusqu'à vendredi.

« Agir »

Enfin, le président français a pointé l'absence de recommandations et de décisions sur la transition énergétique, sur les énergies nouvelles, sur les villes durables, sur la préservation des terres arables, sur le contrôle des achats de terres agricoles « *mettant en danger la sécurité alimentaire de certains pays* », sur la dissuasion à l'encontre des pollueurs et sur une meilleure association aux décisions, et à leur contrôle, de la société civile et du mouvement associatif.



Intervention en assemblée plénière

« *Il ne faut pas seulement parler mais agir* », a énoncé François Hollande à plusieurs reprises, rappelant que la crise économique, la crise financière et la crise écologique étaient les symptômes d'une crise globale. Et il a répété devant les représentants des associations que la Conférence environnementale prévue pour l'automne en France devrait se saisir de tous ces sujets.

Intervenant devant les autres chefs d'Etat ou de gouvernement, la conclusion du président français a été un appel à la société civile « *sans laquelle il n'y aurait pas aujourd'hui de prise de conscience. Personne ne peut gagner seul la bataille de l'environnement, et soit nous la gagnons tous ensemble, soit nous la perdons tous* ». De jolies paroles qui restent à mettre en œuvre sur le territoire français comme sur l'ensemble de la planète...

Les critiques pleuvent sur le sommet de Rio+20

Le Monde.fr avec AFP | 21.06.2012 à 19h21 • Mis à jour le 21.06.2012 à 19h21



Plusieurs ONG ont manifesté leur fureur, jeudi 21 juin, devant "l'échec" et "l'absence d'engagement" du sommet sur le développement durable Rio+20, affirmant qu'elles se battraient d'autant plus pour la nature et contre la pauvreté, avec ou sans les gouvernements.

"On ne va pas rester tranquilles, il est temps pour nous de mobiliser pour que les gens que nous avons élus rendent des comptes", a déclaré Sharon Burrow (Confédération internationale des syndicats), lors d'une conférence de presse qui réunissait plusieurs représentants de la société civile. "Nous avons vu pendant cette conférence un leadership fort des ONG, du secteur privé, des collectivités locales", mais "rien de la conférence", a souligné Lasse Gustavsson, du WWF, qui s'est dit "désespéré" que les gouvernements n'aient pas davantage conscience de l'état de la planète.



Daniel Mittler, de Greenpeace, considérant le résultat de Rio+20 comme *"désastreux"*, a dit lui aussi sa *"déception"* et sa *"colère"*, tout en estimant que *"l'échec de Rio+20 donnera aux gens plus d'énergie pour se mobiliser et se battre pour la planète"*. Barbara Stocking, pour Oxfam, a insisté sur *"le manque de confiance"* vis-à-vis des gouvernements, qui devraient *"avoir honte d'eux-mêmes"*.

"NOUVELLE FORME DE COLONIALISME"

A la tribune du sommet, les représentants des 191 pays membres de l'ONU présents à Rio continuaient à défiler avec des appels à une action rapide pour sauver la planète et réduire les inégalités dans le monde. Mais les critiques ont aussi émané des pays du Sud. Le président équatorien Rafael Correa a tranché avec les discours ronronnants en soulignant que les 20 % de pays les plus riches génèrent 60 % des émissions de gaz à effet de serre, tandis que les 20 % les plus pauvres en génèrent 0,72 %.

Le président Evo Morales a quant à lui dénoncé le concept d'économie *"verte"* - dont l'introduction dans la déclaration finale des dirigeants est considérée comme une victoire par l'Europe -, qui représente selon lui *"une nouvelle forme de colonialisme"*. *"Les pays du Nord s'enrichissent en se livrant à une orgie dévastatrice, et obligent les pays du Sud à être leurs gardes-forestiers pauvres, a-t-il estimé lors d'un discours en séance plénière de la conférence de l'ONU. Ils veulent nous imposer des mécanismes d'intervention pour orienter et juger nos politiques nationales [...] sous des prétextes environnementaux."*

M. Morales, qui a aussi exhorté l'Afrique à ne pas privatiser ses ressources, a mis en garde contre le capitalisme vert, qui *"transforme chaque arbre, chaque plante, chaque goutte d'eau et chaque être de la nature en marchandise"*. Les Indiens sont allés dans le même sens en demandant aux dirigeants de la planète de protéger la *"Mère Terre"* et en rejetant l'économie verte, une *"mercantilisation de la nature"* et *"un crime contre la Terre et l'humanité"*.

ROULEAU ARCTIQUE

Les chefs d'Etat et de gouvernement devaient par ailleurs se réunir en tables rondes pour étudier comment mettre en œuvre les résultats de la conférence, couchés dans un document final jugé généralement aussi mou que vide.



Dans la matinée, Greenpeace avait lancé une campagne impliquant des acteurs, cinéastes, stars du rock et hommes d'affaires, pour faire de l'Arctique un sanctuaire vierge de forages pétroliers et de pêche industrielle. Sur un *"rouleau arctique"*, Greenpeace va transcrire des noms de personnalités, mais aussi de simples citoyens. Le rouleau sera déposé sur les fonds marins du pôle Nord, à 4 km sous les glaces. Un *"drapeau pour l'avenir"*, réalisé par des jeunes, marquera l'endroit où le rouleau aura été déposé. La campagne a été lancée ce jeudi 21 juin, parce que le cercle arctique connaît ce jour-là, le plus long de l'année, vingt-quatre heures de soleil.

Rio+20 : quel avenir veulent-ils ? (Novéthic)

[Planète \Rio+20](#) Publié le 21-06-2012

Un texte qui se contente de lancer des processus mais ne prend aucune décision ni engagement précis, et en recul sur certains points par rapport au sommet de 1992. C'est en substance l'analyse de nombreux observateurs, tandis que les ONG évoquent de leur côté l'échec d'une négociation sans vision pour l'avenir de la planète.

Economie verte développée grâce à des partenariats public/privé et s'appuyant sur les initiatives volontaires des entreprises via le Global Compact, avec tout de même un paragraphe encourageant le reporting extrafinancier des entreprises et reconnaissant l'intérêt d'évaluer les pratiques responsables des entreprises... Le texte présenté par le Brésil est jugé par beaucoup comme « assez faible », voire « totalement en faveur du marché » comme le déplore le CCFD. A Rio, les débats portent davantage sur le développement économique que sur la préservation des ressources naturelles... Si les pays émergents sont venus témoigner dans les nombreux side events sur leurs innovations en faveur de l'environnement, ils refusent toute contrainte multilatérale, la lutte contre la pauvreté justifiant selon eux l'approche centrée sur la croissance. L'Europe semble par ailleurs isolée, seule à défendre des convictions, et affaiblie par le contexte de crise financière évoqué mardi lors du G20 qui s'est déroulé au Mexique. Elle a dans un premier temps bloqué le processus de négociations pour dénoncer le manque de références aux Objectifs du développement durable et à la gouvernance mondiale de l'environnement.

L'Europe isolée

Pour Tancrède Voituriez, directeur du programme gouvernance de l'IDDRI, « *l'Europe a perdu la bataille conceptuelle sur l'économie verte et a fédéré – jusqu'à la dernière minute – les oppositions contre elle. Elle est devenue l'ennemi* ». A l'opposé de la vision européenne, le Canada a retiré ses engagements, tandis que les Etats-Unis ont cherché eux aussi à obtenir une version a minima du texte. De fait le nouveau texte n'est pas satisfaisant pour l'Europe. La réforme institutionnelle défendue par la France notamment, qui souhaite la création d'une « Organisation mondiale de l'environnement » n'a pas trouvé d'écho auprès des pays émergents, qui craignent une perte de souveraineté et une forme de dumping environnemental. C'est finalement un renforcement du Programme des Nations Unies pour l'Environnement qui a été acté, dont le nombre de pays participants passerait à 153, au lieu d'une vingtaine aujourd'hui. S'agissant des financements de la croissance verte et des transferts de technologies nord/sud, ils sont renvoyés à des négociations ultérieures. La définition des nouveaux objectifs de développement durable, qui doivent succéder aux Objectifs du millénaire pour le développement dont l'échéance arrive en 2015, constituent en revanche une avancée, même si le contenu n'est pas encore défini. Enfin le déploiement de « systèmes de production et consommation durables », déjà inscrit dans le texte du Sommet de Johannesburg en 2002, bénéficie d'une décennie supplémentaire pour permettre aux Etats de remplir ces objectifs...

Jean Pierre Thébaud, ambassadeur délégué à l'Environnement, chef de la délégation française à Rio, livre une analyse plus optimiste du texte final : le concept d'une économie verte et équitable est reconnu, de même que les objectifs de développement durable, et l'affirmation qu'il n'y a pas de développement économique possible sans prise en compte de critères de durabilité. Par ailleurs Jean Pierre Thébaud souligne que la représentation de la société civile dans la gouvernance figure dans le texte, une mesure obtenue grâce à l'Europe. De même le pilier social a été repris en mentionnant la notion de "socle de protection sociale", défendu par l'OPIT et l'OMS – socle qui signifie l'accès aux services essentiels et aux transferts sociaux pour les plus pauvres et les plus vulnérables-.

Mercredi soir, François Hollande soulignait « *les avancées réelles du sommet* » : une feuille de route pour les objectifs de développement durable, le renforcement du PNUE, la protection des océans, l'économie verte et l'accent mis sur la pauvreté et le social. Il a néanmoins pointé les insuffisances du texte, « *en dessous de nos responsabilités et de nos attentes* », notamment sur l'échec des discussions concernant la création de l'Organisation mondiale de l'environnement. Le président a également évoqué « *trois objectifs pour Rio* » : l'accès plus équitable et plus universel aux énergies renouvelables, la sécurité alimentaire et la lutte contre l'accaparement des terres dans les pays du sud et le soutien à l'économie verte et à l'économie sociale et solidaire.

Le droit à l'eau supprimé

Parmi les déceptions des ONG, la référence à la résolution onusienne de Juillet 2010, qui consacrait l'accès à l'eau et à l'assainissement comme un « droit humain », (cinq paragraphes étaient consacrés au droit à l'eau dans la version initiale) a été supprimée du texte. Dans ce domaine comme dans d'autres touchant aux services essentiels, deux approches, celle du bien commun et celle de la privatisation, continuent à s'affronter. Déjà, lors du Forum mondial de l'eau qui s'est déroulé à Marseille en mars dernier, les ONG se félicitaient que l'accès à l'eau potable et à l'assainissement ait été reconnu comme un droit de l'homme par l'ONU, mais doutaient des volontés politiques pour permettre concrètement la mise en œuvre de ce droit.

Un accord trouvé sur les océans

L'avenir des océans est un des thèmes retenus pour Rio+20. La question figurait dans le draft zéro et la version finale a conservé la nécessité de mettre en place une gouvernance internationale de la haute mer. Cette structure doit servir de base de coopération nationale, régionale et internationale pour encourager la préservation et l'utilisation durable de la biodiversité marine dans les zones au-delà des juridictions nationales. L'importance d'une économie bleue a été reconnue comme un moyen d'atteindre les objectifs de l'économie verte (éradication de la pauvreté et développement durable) : croissance économique durable, sécurité alimentaire, emploi et conditions de travail décentes, protection de la biodiversité et adaptation au changement climatique.

Le marché et la croissance

Pour Antonio Manganella, chargé de plaidoyer pour la responsabilité des multinationales au CCFD-Terre Solidaire et membre de la délégation française, le texte en négociation « fait l'apologie du marché et de la croissance comme seule voie de développement ». « On y présente l'inclusion du secteur privé dans la gouvernance et dans la coopération internationale comme une solution miracle, et le partenariat public-privé est mis en avant avec arrogance, même par des pays, comme la France, qui en ont déjà constaté les limites ».

Les ONG déplorent également le fait que la responsabilité des entreprises ne soit évoquée que sous forme d'encouragement aux initiatives volontaires telles qu'elles existent au sein du Pacte Mondial. Le CCFD rappelle que l'ONU a publié un rapport d'évaluation sur le rôle et le fonctionnement du Pacte mondial, dix ans après sa création. Le bilan n'était pas bon, puisque le rapport faisait état de « résultats peu clairs et de risques sérieux » et d'un processus d'adhésion « pas assez sélectif ». « La mention au Pacte Mondial est d'autant plus étonnante que les Nations unies ont adopté en 2011 les Principes directeurs relatifs aux droits de l'Homme et aux sociétés transnationales », souligne Antonio Manganella.

La faiblesse du texte tient également au « langage diplomatique » utilisé et à l'emploi de formules telles que « nous encourageons », « nous soutenons », etc. « Alors que des mots plutôt faibles ont été supprimés, les diplomates pratiquent maintenant la langue de bois... Et utilisent des formules alambiquées comme 'engagés à réaliser progressivement' ou font de nombreuses promesses de 'reconnaître' les problèmes et leurs solutions », observe Jim Leape, Directeur général du WWF International, qui ajoute : « Il est maintenant temps pour les leaders mondiaux de prendre le développement durable au sérieux et surtout de sauver ce processus de négociation. S'ils approuvent ce qui est actuellement sur la table sans y apporter de changements significatifs, ils condamnent la conférence Rio+20 au ridicule. »

Le document, intitulé « L'avenir que nous voulons », doit maintenant être ratifié par les 193 pays membres des Nations unies, le 22 juin. Jean Pierre Thébault estime qu'il "reflète les positions de la communauté mondiale et qu'il constitue un nouveau départ pour relancer la dynamique du développement durable, trop peu soutenue par les Etats". Véronique Smée

Développement durable : le Sommet atterre (Libération)

20 juin 2012 à 21:26

Analyse Le texte, quasi bouclé avant l'arrivée des chefs d'Etat et de gouvernement au Brésil hier, est sans ambition.

Par **ELIANE PATRIARCA** Envoyée spéciale à Rio de Janeiro

Tout ça pour ça ? Un Sommet de la Terre gigantesque, qui draine des dizaines de milliers de personnes à Rio de Janeiro, terminé avant d'avoir commencé ? Les 110 chefs d'Etat et de gouvernement ont trouvé sur la table, en arrivant hier matin dans la cité brésilienne, un accord déjà finalisé. Dilma Rousseff, la présidente du Brésil, exigeait qu'un compromis soit trouvé avant l'arrivée de ses homologues. L'inflexible négociateur brésilien et ministre des Affaires étrangères, Antonio Patriota, y est parvenu mardi, au bout de six jours de discussions. Le psychodrame qui a marqué la fin de la Conférence sur le climat à Copenhague en 2009, ridiculisant la communauté internationale, est donc évité.

Mais mardi, au Rio Centro, où se tient jusqu'à demain la Conférence des Nations unies sur le développement durable, alors que le texte final commençait à circuler, il se murmurait déjà qu'on avait certes un document, mais ressemblant plutôt à «*une vieille version*» de 1992 sortie du premier Sommet de la Terre. Manière de souligner que l'accord ne fait que réaffirmer des engagements pris alors. «*Un accord, c'est mieux qu'un échec*», commentait mardi soir Brice Lalonde, coordonnateur de la Conférence pour l'ONU. «*On a évité le pire*, disait Pascal Canfin, ministre du Développement, *mais je ne saute pas de joie.*» «*Le texte est faible*», complétait Nicole Bricq, ministre de l'Ecologie.

Océans, l'espoir déçu

Jusqu'à lundi soir, les défenseurs de la planète bleue y ont cru. Le texte élaboré par le Brésil, dimanche, mettait l'accent sur la nécessité d'adopter une convention pour la protection de la haute mer, soit 45% de la planète, dont la biodiversité n'est protégée par aucune règle, sinon celle du laissez-faire. Mais les Etats-Unis, le Canada, le Japon, la Russie et le Venezuela ont coulé le projet. Au final, l'accord se borne à rappeler l'existence d'un groupe de travail international sur la biodiversité marine en haute mer, actuellement chargé d'une mission exploratoire sur ce sujet.

Le texte ajoute qu'une décision devra être prise sur la nécessité... de lancer une négociation pour la protection de la haute mer d'ici à 2014. «*A Rio, en 1992, le Sommet de la Terre avait débouché sur trois conventions fondamentales : le climat, la biodiversité et la lutte contre la désertification. Là, on en est à décider qu'on prendra une décision dans deux ans. Quel écart d'ambitions en vingt ans !*» se désole Lucien Chabason, conseiller auprès de la direction de l'Institut du développement durable et des relations internationales. «*Les négociateurs ont utilisé 118 mots, là où 4 suffisaient : "Nous ne faisons rien"*», se désespèrent scientifiques et ONG de l'Alliance de la haute mer.

Gouvernance mondiale, un petit pas

L'objectif était de renforcer la gouvernance mondiale de l'environnement, qui pâtit d'une grande fragmentation : on recense aujourd'hui plus de 500 accords et conventions de portée internationale ayant conduit à plus de 5 000 décisions. Mais moins du tiers des Etats ont signé les principaux accords multilatéraux. Le Programme des Nations unies pour l'environnement (Pnue), avec un budget annuel de 75 millions d'euros et seulement 600 agents, est sous-dimensionné face à l'ampleur de la tâche. «*La France voulait une Organisation mondiale de l'environnement forgée à partir du Pnue, avec le statut d'agence de l'ONU*», rappelle Nicole Bricq. Au final, le Pnue sort «*renforcé et revalorisé*» du texte, mais sans statut nouveau, ni budget supplémentaire. «*C'est quand même un renforcement de ses capacités, de sa visibilité, le texte parle d'autorité environnementale mondiale*», veut croire Pascal Canfin.

Économie verte, beaucoup de bruit pour rien

Le second enjeu majeur de la Conférence, l'économie verte - censée être plus sobre en carbone et moins gloutonne en ressources naturelles, selon la définition du Parlement européen - se retrouve complètement minoré. Mal défini, ce concept à l'utilité douteuse avait, pour la France par exemple, qui le présente comme le levier d'une nouvelle croissance, l'avantage de dessiner une perspective plus rassurante dans le contexte actuel. Mais l'économie verte a cristallisé les conflits entre le Sud et le Nord, les pays émergents craignant que les Etats riches leur imposent leurs technologies vertes tout en freinant leur développement. Le texte final énumère des recommandations en faveur de ce qui devient un «*outil au service du développement durable*». «*Les pays du Sud redoutaient des barrières protectionnistes, des freins à leur développement*», relate Brice Lalonde. Du côté des négociateurs français, on regrette cette «*impasse absurde*». «*Ceux qui sont contre protègent des intérêts à court terme, comme les pays producteurs de pétrole, mais ils oublient l'intérêt général : on est quand même à la veille d'une guerre pour les ressources naturelles, comme l'eau ou les poissons !*»

Objectifs pour le développement durable

Proposés à l'origine par le Guatemala et la Colombie, les objectifs pour le développement durable (ODD) constituent «*la partie la plus positive de la Conférence*», selon Lucien Chabason. Les objectifs du millénaire ont servi à lutter contre la pauvreté, et ces ODD, en prenant en compte des critères environnementaux, pourraient élargir ce combat contre la pauvreté à la «*soutenabilité globale*», d'après Pascal Canfin. Le bémol, c'est que les négociateurs européens et français n'ont pas obtenu que ces objectifs soient définis à Rio. La liste des ODD devra être établie d'ici trois ans, mais il y a, selon Canfin, des «*candidats évidents, comme l'accès pour tous à l'eau et à l'énergie*». A ses yeux, ces ODD sont une «*vraie avancée : c'est la première fois qu'on a des objectifs qui concernent aussi bien les pays du Sud que ceux du Nord, avec un calendrier et une méthode pour y parvenir*». Au final donc, un texte mou, régressif, accepté parce que vidé de tout engagement. Tous les signaux sur l'état de la planète sont pourtant au rouge, mais cela ne suffit pas à convaincre d'agir. Pour Brice Lalonde, il y a un vrai déficit de leadership. «*Il faudrait un groupe de pays avec des leaders politiques courageux et visionnaires pour prendre la tête du processus onusien pour l'environnement.*» On peut rêver.

Hollande en coup de vent à Rio

20 juin 2012 à 21:26

Le Président a relevé les petites avancées et les lacunes de l'accord, lors d'un bref passage au sommet.

Par **ELIANE PATRIARCA**

«*C'est une étape mais elle est insuffisante.*» C'est ainsi que François Hollande, arrivé hier matin à Rio, a qualifié l'accord finalisé mardi par les négociateurs des délégations nationales. Le président français est l'un des rares présents au Brésil pour la Conférence des Nations unies sur le développement durable. Angela Merkel, Barack Obama et David Cameron avaient signalé depuis longtemps qu'ils ne viendraient pas, tandis que Vladimir Poutine a décliné cette semaine. Le Président avait calé un rendez-vous avec la presse française, entre un entretien avec Lula, l'ex-président du Brésil, et un déjeuner avec la présidente actuelle, Dilma Rousseff, avant son allocution devant l'assemblée plénière au Rio Centro. Lula, qui souffre d'un cancer de la gorge, et était encore sous chimiothérapie il y a un mois, avait annulé tous ses rendez-vous à Rio + 20. Sauf la rencontre dans un hôtel de la baie de Copacabana avec François Hollande, un ami de longue date souvent croisé dans les Internationales socialistes et aux Forums sociaux de Porto Alegre. «*Avec Lula, nous avons une relation ancienne et beaucoup de souvenirs. Rio + 20, a repris le Président, c'est une étape, donc avec des paliers. Il dépend des dirigeants du monde d'en faire quelque chose de positif.*»

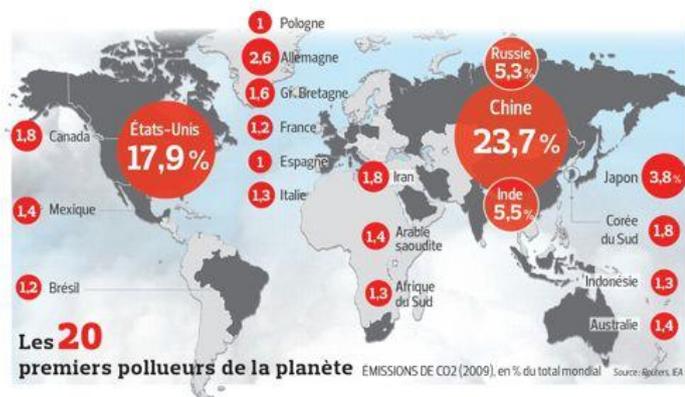
Alors que tous les observateurs sont dépités par Rio + 20, François Hollande a tenté de souligner les avancées du texte. Il a salué la «feuille de route pour les objectifs de développement durable». Sur le renforcement espéré de la gouvernance mondiale, il ne cache pas sa déception : «Il y a un renforcement du Pnue [Programme des Nations unies pour l'environnement, ndlr], c'est loin de l'agence onusienne» que souhaitait la France, «mais c'est un début». «La décision d'installer à Nairobi [cela aurait été la première agence onusienne sur le sol africain] la nouvelle organisation environnementale n'a pas été prise, c'est dommage. Les bases sont là, nous n'en sommes pas loin mais nous n'y sommes pas.»

Autre grave insuffisance aux yeux du Président, le manque de moyens. «L'Europe et la France veulent des financements. Additionnels ou innovants, peu importe : ce qu'il faut c'est plus, a-t-il insisté. Il faudra un certain nombre de prélèvements pour dissuader les pollueurs.» La France va notamment proposer aux Nations unies une taxe sur les transactions financières pour laquelle Hollande a plaidé au G20. «Une partie de cette taxe devra être affectée à la lutte contre la pauvreté et pour le développement.»

A propos de la protection des océans, le Président a semblé satisfait du paragraphe qui leur est dédié dans le draft final, pourtant en régression par rapport aux versions rendues publiques dimanche. Il s'est félicité que «la France, avec l'aide du Brésil», ait réussi à «acter qu'il y aurait un accord pour leur protection» dans le texte final. «J'avais été alerté par plusieurs rapports sur l'état des océans et la disparition des espèces. Nous ne pouvons rester sans rien faire.» Etre alerté, c'est bien. Agir et muscler le texte, ce serait mieux. Mais le Président n'aura pas le temps : il a repris l'avion hier soir.

Le Brésil, leader sans influence du Rio + 20 (Figaro)

Par [Lamia Oualalou](#) Mis à jour le 20/06/2012 à 14:28 | publié le 19/06/2012 à 18:41 [Réactions](#) (31)



Le sommet du développement durable accouche d'un accord a minima. Faute de vision du pays hôte.

«Le [Brésil](#) a un texte à proposer.» Il était 2 h 15 du matin, dans la nuit de lundi, lorsque le ministre brésilien des Affaires étrangères, Antonio Patriota, a fait cette déclaration. Épuisés par des heures d'attente, observateurs et journalistes ont cru qu'un accord avait été scellé à la conférence des Nations unies sur le développement durable [Rio + 20](#). Il n'en était rien. La confusion n'a fait qu'augmenter la mauvaise humeur des délégués de la conférence à l'égard du Brésil.

Depuis qu'elle a pris les rênes des négociations, la diplomatie brésilienne est prête à tout pour trouver un accord avant l'arrivée des chefs d'État, ce mercredi. Cela semblait acquis mardi soir: un projet de déclaration finale de 49 pages a été adopté par les délégués en séance plénière. Le pays hôte éviterait ainsi que les chefs d'État aient à négocier eux-mêmes, comme en 2009 lors de la conférence sur le climat à Copenhague. Et démontrerait par la même occasion sa capacité à jouer un rôle de premier plan sur la scène internationale.

Le résultat sera peut-être l'inverse de l'effet escompté. Même s'il a conduit les négociations à marche forcée ces trois derniers jours, le pays hôte a été, de l'avis de la majorité des délégués présents, incapable de prendre le rôle de leader que beaucoup attendaient de lui. Son projet de déclaration finale a été sévèrement contesté par la délégation européenne, qui critique un document dépourvu d'«ambition», avec «une régression du multilatéralisme». Certes, le contexte n'aide pas. «En période de crise, aucun gouvernement n'est prêt à faire des concessions», tempère Marcos de Azambuja, qui était le négociateur brésilien lors du sommet organisé à Rio en 1992. «Le Brésil est le pays hôte, il n'a pas à être le leader, il doit former un consensus pour un accord à l'unanimité», ajoute-t-il.

La timidité du «gentil géant»

Mais, aux yeux de beaucoup, le Brésil ne cherche que le plus petit dénominateur commun. «C'est médiocre et lamentable, dans le meilleur des cas on aura une réaffirmation des principes de 1992», s'emporte Muriel Saragoussi, coordinatrice au Brésil des campagnes de l'ONG [Oxfam](#). «Le Brésil est la sixième puissance mondiale, et c'est une démocratie. Cela lui donne des responsabilités, mais il se révèle incapable de la moindre vision», poursuit-elle. La prudence du Brésil fait d'autant plus enrager qu'il pourrait se poser en exemple. «En vingt ans, les avancées en termes de protection de l'environnement ont été considérables», assure Sergio Leitao, directeur des campagnes de [Greenpeace](#). Il cite la réduction historique de la [déforestation](#), les lois et les incitations financières pour protéger l'environnement.

En 2009, à Copenhague, le président [Luiz Inacio Lula da Silva](#) avait surpris en adoptant des objectifs volontaires de [réductions d'émissions](#) de CO2, contre l'avis des entreprises. «Cela a provoqué une réaction de l'industrie comme de l'[agro-business](#), qui font front depuis quelques mois. Cela change les priorités du pays», estime Sergio Leitao.

Pour lui, la «timidité» du Brésil n'est pas seulement due à sa légendaire volonté d'éviter les conflits avec les autres pays. Le porte-parole de Greenpeace rappelle qu'entre-temps le pays a découvert de gigantesques réserves de pétrole, ce qui explique par exemple son nouveau désintérêt pour les [énergies éolienne](#) ou [solaire](#). «En devenant une puissance, nous commençons à avoir nous aussi des contradictions, comme les [États-Unis](#) ou l'[Union européenne](#)», conclut-il. Le rêve du Brésil d'être un «gentil géant» pourrait se fracasser à [Rio](#).

Déclaration de Rio : tous déçus, comme prévu (Terra eco) 20 juin 2012

Ce mercredi, les huiles débarquaient à Rio pour l'ouverture du Sommet. Et trouvaient sur la table une déclaration déjà adoptée. Un texte qui déçoit même les plus pessimistes. Petit tour des avancées et des reculs.

Une déclaration finale adoptée avant la fin du sommet ?

Ce mercredi, débarquaient 86 chefs d'Etat et de gouvernement (dont François Hollande). Mais les négociateurs, eux, n'ont pas attendu. Cela fait plusieurs jours – mois en comptant les négociations préliminaires – qu'ils bûchent sur un document de travail. Un consensus a été finalement trouvé mardi soir. Nom de code ? « [L'avenir que nous voulons](#) ». Mais pourquoi tant de précipitation ? « *Les Brésiliens voulaient absolument un accord même au plus petit dénominateur commun et ce avant l'arrivée des chefs de l'Etat*, souligne Pierre Radanne, président de l'association 4D. *Pour éviter que, comme ça s'est passé à Copenhague, les chefs d'Etat, qui ne maîtrisent pas complètement le sujet, se retrouvent à décider les lignes d'un texte imprécis que leur propres négociateurs refusent ensuite.* »

Sera-t-elle adoptée telle quelle ?

Après tout, il reste encore deux jours de Sommet. A priori, les chefs d'Etat et de gouvernement n'iront pas mettre leur grain de sable. Car si l'on rouvre la boîte de Pandore « *les pays qui pensent avoir avalé des couleuvres ne manqueraient pas de dire qu'ils sont mécontents. Ça repartirait dans tous les sens* », poursuit Pierre Radanne.

3 mauvais points

Négatif, tout le monde l'est. « *Mauvais* » pour Pierre Radanne, le texte déçoit Serge Orru, directeur général de WWF France : « *Les Brésiliens jouent mieux au ballon qu'à l'environnement* », souligne-t-il. Kumi Naidoo, le directeur exécutif de Greenpeace International parle d'un « *échec retentissant* » et l'association Care d'un « *trou noir* » avec « *un manque d'ambition et une absence de substance* ». Mais qu'y-a-t-il donc dans cette déclaration qui fasse pleurer tous les acteurs du secteur ?

► Une impression de déjà-vu

« *Ce texte entérine des engagements déjà pris. Au fond, on a enlevé tous les points qui fâchent et on a gardé que les choses sur lesquelles on est déjà d'accord, c'est-à-dire les choses auxquelles on s'est déjà engagé par ailleurs* », regrette Sébastien Treyer, directeur des programmes pour l'Institut du développement durable et des relations internationales (Iddri).

► Le mouvement, c'est pas maintenant

Pour Jim Leape, directeur général de WWF International, c'est la forme du texte qui pêche : « *Les diplomates pratiquent maintenant la langue de bois... Et utilisent des formules alambiquées comme "engagés à réaliser progressivement" ou font de nombreuses promesses de "reconnaître" les problèmes et leurs solutions* », explique-t-il dans un communiqué.

► La croissance verte à la trappe

Pour certains, c'est un recul, pour d'autres, un soulagement. Toujours est-il que le texte réduit à la portion congrue le concept d'économie verte porté par les pays industrialisés. Les pays du Sud soupçonnaient pour leur part une manœuvre des pays riches pour imposer leur savoir-faire et leurs technologies. Mais pour Pierre Radanne, l'économie verte est aussi un moyen de répondre à la crise. « *Le prix des ressources naturelles va augmenter, compte tenu de l'augmentation de la demande mondiale et parce que les énergies vont être de plus en plus difficiles d'accès. Or, la réponse à la crise, ce sont justement les renouvelables, les changements de conditions de vie. Mais ces éléments-là n'ont pas été constatés et repris dans le texte* », regrette l'expert.

3 bons points

► La société civile prend de plus en plus de place

A travers la déclaration, les pays se fixent pour objectifs d'« *améliorer la participation et l'engagement effectif de la société civile (...) dans les forums internationaux appropriés* » et de « *promouvoir la transparence et une large participation publique* ». De belles paroles ? Peut-être. Pour Pierre Radanne, le changement se lit déjà dans le renforcement du Conseil économique et social et dans le remplacement de la Commission en Conseil du développement durable dans laquelle « *la société civile sera mieux représentée* ».

Moins optimiste, Sébastien Veyer applaudit néanmoins les journées du dialogue organisées par la présidence brésilienne. Soit 3 jours de conférences au terme desquelles le public avait le droit de voter pour soumettre des recommandations qui seront remises au gouvernement ce jeudi. « *C'est une expérimentation intéressante de dialogue avec la société civile, il s'agit d'essayer de saisir la volonté de la population*

directement et pas seulement à travers la représentation par les diplomates », souligne l'homme de l'Iddri. « *Cela va être inscrit dans le compte-rendu de la conférence, on pourra s'y référer* », ajoute-t-il.

► **La haute-mer enfin protégée ?**

La haute-mer, ce sont les mers et les océans situés au-delà des limites territoriales des pays. Soit 45% des eaux du globe ! Aujourd'hui, la protection de ces ressources contre les excès de la pêche ou les forages des grands pétroliers et gaziers n'est prévue par aucun texte. « *On a fixé une balise dans le temps pour 2015*, confie Pierre Radanne. Sébastien Treyer, de l'Iddri, interprète les choses autrement : « *Le texte, tel qu'il est présenté là, dit que peut-être en 2014, à la prochaine Assemblée générale des Nations unies, il faudrait qu'ils décident s'ils font quelque chose pour lancer un processus de négociation. C'est vraiment très très en retrait.* »

► **Des Objectifs du développement durable en ligne de mire**

C'est LA grande avancée de Rio. Là encore, une échéance a été fixée à 2015. « *C'est pas gagné mais au moins l'échéance est claire, le processus bien défini. Cela a des chances d'avancer* », souligne Sébastien Treyer. « *Ce qui est intéressant c'est que ces Objectifs posent la question de buts universels. Les Objectifs du Millénaire concernaient les pays en développement, ceux de la convention climat (à travers le protocole de Kyoto notamment, ndlr), les pays développés. Là, c'est à l'échelle de la planète.* »

Le rédacteur : [KARINE LE LOËT](#)